

Les salariés toujours dans l'incertitude

► Placée en redressement judiciaire début juillet, Isochem est à l'arrêt jusqu'au lundi 21 août comme nombre d'entreprises. Son sort devrait se jouer à la rentrée. Des vacances forcées qui ne favorisent pas la procédure en cours. Cependant, tous les acteurs qui tentent de sauver l'entreprise – représentant des salariés et élus du Loiret – ont été reçus mercredi 2 août au ministère de l'Économie et des Finances pour exposer la situation du fabricant de chimie fine, qui emploie 94 salariés sur le site de Pithiviers (285 au total avec ceux de Vert-le-Petit dans l'Essonne, Gennevilliers en Hauts-de-Seine et Pont-de-Claix dans l'Isère, N.D.L.R.).

L'entreprise, propriété d'Aurélius, une holding allemande, s'est déclarée en état de cessation de paiement après que son principal client le laisse tomber. Il s'agit de Gilead, un laboratoire pharmaceutique américain, qui à lui seul, représentait 40 % de ses commandes ! Dans leur communiqué commun publié après la ren-

contre avec les représentants de l'État, la députée Marianne Dubois et le sénateur Jean-Pierre Sueur écrivent que « les représentants du ministère ont assuré les élus et les représentants des salariés qu'ils suivraient de près l'ensemble de la procédure et s'impliqueraient totalement pour qu'une solution industrielle (et pas seulement financière ou bancaire) soit trouvée, afin d'assurer la pérennité et le développement d'Isochem ».

Même si une « data room » a été ouverte pour les repreneurs potentiels et malgré quelques visites, « nous n'avons aucune offre », assure l'agent de maîtrise Christophe Marié, délégué CGT de l'entreprise, qui, en l'absence des salariés, veille au grain. Une réunion est programmée à la sous-préfecture mercredi 6 septembre. Si rien ne se dessine, les salariés envisagent d'aller se faire entendre au siège d'Aurélius, à Munich. Une pétition est en ligne sur le site change.ogr.